



Combattre le virage néo-conservateur

Trump, Poutine, Modi, Temer, Erdogan, Macri, Duterte, Orban, Duda... sans même évoquer Xi Jinping ou les pétromonarchies, longue est la liste des dirigeants qui peuvent illustrer ce qui apparaît être un virage réactionnaire planétaire. Si les courants idéologiques qu'ils incarnent prennent des formes spécifiques et si leur arrivée au pouvoir repose sur des logiques propres, ils partagent un même désir de revanche contre les minorités au nom du rejet d'un système dont ils sont pourtant souvent le produit. Comment en est-on arrivé là ? Pourquoi, en 2017, sont-ils si nombreux ? Une quinzaine d'années après les puissantes mobilisations du mouvement altermondialiste, comment se fait-il que les replis identitaires, la haine des migrants et la construction de murs aux frontières soient devenus si courants, dans des contextes politiques variés ? Que faire pour ne pas se résigner ?

numéro 110 juin 2017



Le retour planétaire des forces réactionnaires

Il est difficile de faire abstraction de ses propres angoisses lorsqu'on transcrit la longue liste de dirigeants xénophobes sur un planisphère : tant de pays concernés, si peu de contre-exemples. Qui plus est lorsqu'on y ajoute des Le Pen, Wilders et tant d'autres, pas (encore) parvenus au pouvoir mais qui occupent une place centrale dans leur espace national respectif. Il est tentant de ne pas s'embarasser de subtilités. On accusera nos propres défaites et faiblesses ou, symétriquement, on expliquera combien trente ans de politiques néolibérales conduisent nécessairement à ce résultat.

Et on n'aura pas tort d'accuser le néolibéralisme... A force de mettre les populations de la planète en compétition pour des "boulots de merde"¹, à force d'instrumentaliser un chômage de masse pour contrecarrer toute amélioration des conditions de vie, à force de laisser l'arbitraire économique s'abattre sur la vie de millions de personnes et enlever toute substance au pouvoir politique, à force de transformer l'Etat en une succursale des intérêts économiques et financiers au détriment du renforcement de la démocratie, le néolibéralisme a assurément joué un rôle majeur. Un argument fondé que seuls les plus ardents thuriféraires libéraux essaient péniblement d'écarter.

Accuser la mondialisation néolibérale ne doit pourtant pas nous faire tomber dans le piège grossier tendu par ceux, nombreux, et de tout bord politique, qui affirment que le clivage structurant du 21ème siècle se situerait désormais entre "la mondialisation" d'un côté, présentée comme inéluctable tant du point de vue de l'horizon qu'elle incarne que des formes qu'elle prend, et le repli national de l'autre. Cette dichotomie est une illusion, comme l'explique le politologue Jean-François Bayart dans une interview pour Lignes d'Attac : "depuis deux



siècles, la globalisation repose sur la mondialisation économique et financière, sur l'universalisation de l'Etat-nation et sur les idéologies de repli identitaire². Opposer mondialisation et repli identitaire est donc un non-sens.

"Conserver un horizon collectif de long terme visant à regagner l'hégémonie culturelle et politique que les forces conservatrices nous contestent."

Comme le montre ce dossier, l'un des traits communs de ces dirigeants réactionnaires est de prétendre combattre le néolibéralisme tout en intensifiant certaines de ses dimensions : confier les clefs du système financier à d'ex-banquiers d'affaires (issus de *Goldman Sachs*, notamment), accentuer les droits et facilités donnés aux multinationales pour poursuivre leur prédation sur les ressources naturelles ou bien encore détricoter ce qui reste des politiques sociales. Pour paraphraser Bayart, le nationalisme est jeté en pâture aux pauvres, pendant qu'on sécurise le libéralisme et les "bienfaits" du productivisme et des marchés globaux pour les riches.

Prenons un peu plus de recul encore : ces forces réactionnaires ne sont pas non plus le fruit d'une génération spontanée. Les mouvements racistes et suprémacistes américains n'ont jamais disparu. Pas plus que les passerelles entre droite et extrême-droite en France. Quand au mouvement de libération en Inde, il n'a jamais fait



© Brice Le Gall

disparaître les forces réactionnaires du pays. *Idem* en Amérique latine, où les droites pro-business et xénophobes se sont accommodées des gouvernements progressistes en sécurisant leur pouvoir économique et sans abandonner l'idée d'une revanche sociale.

Longtemps divisées et marginalisées, ces forces conservatrices, suite à un patient travail sur le plan idéologique et sur le terrain, arrivent désormais à présenter un front uni, derrière un champion charismatique et sur la base d'une assise sociale, en mesure de chambouler l'ordre établi. C'est la nouveauté de cette période et le grand danger auquel nous faisons face : que les forces nationalistes et néolibérales s'allient autour d'un agenda commun visant à opérer une revanche sociale contre les pauvres, les minorités, les femmes, etc. Y compris en les persécutant et en criminalisant toute contestation sociale, au nom de la réaffirmation de l'autorité de l'Etat.

Les Trump, Poutine, Modi and co peuvent en effet être vus comme la partie émergée d'une réaction conservatrice menée avec minutie par des mouvements de droite et d'extrême-droite. Que visent-ils ? Reconquérir l'hégémonie politique et culturelle qu'ils jugent avoir perdue par les victoires accumulées et la conjonction des mouvements de décolonisation et de démocratisation, des mouvements pour les droits civiques, politiques, sociaux, économiques et culturels, des mouvements féministes, des mouvements écologistes et des mouvements pour les droits des populations indigènes.

Cette revanche sociale est d'autant plus dure qu'elle peut prospérer sur les erreurs, faiblesses et divisions des forces progressistes et révolutionnaires, souvent bien incapables d'incarner une alternative viable et enviable. Ou incapables de faire vivre cette alternative au-delà de quelques années comme le montre l'exemple latino-américain où l'extractivisme a supplanté les aspirations au changement. Souvent battues et en difficulté, les aspirations sociales et progressistes n'ont pourtant pas disparu, comme en témoignent les innombrables initiatives de soutien aux migrants. Peu visibles, elles traduisent néanmoins une société plus tolérante, plus solidaire, plus encline à l'égalité et à la dignité que ne veulent le faire croire les courants de droite extrême et les médias que les relaient.

Que faire alors ? Résister aux nouveaux monstres, bien sûr, notamment en tissant des alliances internationales pour contrecarrer les leurs. Créer des ponts et des "confluences", comme le dit Ashish Khotari, entre les résistances et les alternatives, avec toutes celles et ceux qui pensent que l'égalité vaut mieux que les inégalités, que les libertés individuelles et collectives sont non négociables, que préserver des conditions de vie pérennes sur la planète et protéger les écosystèmes est un impératif immédiat et prioritaire. Se placer dans le temps long, aussi. Pas pour délaisser les urgences auxquelles nous faisons face, mais pour pouvoir conserver un horizon collectif de long terme visant à regagner l'hégémonie culturelle et politique que les forces conservatrices nous contestent. Le défi est immense. Mais nous nous devons d'être à la hauteur de celui-ci.

Maxime Combes

1 Julien Brygo, Olivier Cyran, *Boulots de merde ! Du cireur au trader, enquête sur l'utilité et la nuisance sociales des métiers*, La Découverte, 2016

2 *Lignes d'Attac* #109



“Faire confluence” face aux forces néolibérales et nationalistes

Ashish Kothari est un écologiste indien, auteur de *Churning the Earth* (Penguin, 2012) et fondateur de l'organisation Kalpavriksh qui travaille sur l'écologie et le développement.

A quoi ressemble la politique de Narendra Modi, Premier ministre de l'Inde depuis la victoire du Bharatiya Janata Party en 2014 ?

D'un point de vue économique, c'est un gouvernement totalement néolibéral. Il s'inscrit dans la politique des gouvernements précédents, mais en allant plus loin, avec plus de privatisations et plus de “coopération” avec les entreprises privées. D'un autre côté, c'est un gouvernement nationaliste hindou extrêmement conservateur sur le plan social : si les humiliations envers les minorités ne sont pas officiellement encouragées, elles ne sont pas pour autant combattues avec force. Le troisième aspect majeur du gouvernement Modi est d'être beaucoup plus autoritaire, ou, dit d'une autre façon, d'être bien moins démocratique que ses prédécesseurs. Alors que l'Inde est connue pour son puissant mouvement pour les droits et libertés publiques, les organisations de la société civile et les mouvements populaires sont poursuivis, menacés d'interdiction. Là non plus, ce n'est pas complètement nouveau, mais cette tendance autoritaire est beaucoup plus appuyée.

Peut-on faire un parallèle avec l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis ?

On observe en effet la progression, en de nombreux pays de la planète, de la droite extrême, sur le plan économique et/ou sur le plan social et ethnique. Iro-

niqument, c'est en partie le résultat de la globalisation économique elle-même. Notamment parce que la mondialisation marginalise la majorité de la population. Que ce soit les travailleurs blancs aux Etats-Unis ou une large part de la population hindoue à bas revenus en Inde. Cette droite extrême prospère sur le mythe selon lequel la croissance ou les emplois ne sont pas suffisants en raison de la venue de travailleurs étrangers. Dans beaucoup de pays, ces forces xénophobes de droite sont alors perçues comme celles qui vont sauver les populations mécontentes de la situation actuelle. Malheureusement, les forces révolutionnaires progressistes ne génèrent pas le même attrait parmi la population, n'ayant pas réussi à élaborer un programme en mesure de fournir des emplois et de la sécurité économique et sociale. L'appel d'air se situe donc à droite.

Peut-on justement craindre que les Trump, Modi, Erdogan, Poutine, et plus largement l'ensemble des gouvernements néolibéraux et nationalistes de la planète passent alliance ?

Je pense que ce n'est pas si simple. Bien que l'ensemble de ces dirigeants partagent certaines orientations communes, l'une de leurs caractéristiques est d'être en compétition les uns par rapport aux autres. Par exemple, les Etats-Unis et l'Inde semblent se rapprocher mais que se passera-t-il si Trump poursuit sa croisade contre les migrants indiens qui occupent des emplois dans les entreprises américaines ? Modi restera-t-il les bras croisés ? Au-delà d'accords bilatéraux ponctuels, je ne crois pas qu'une alliance entre ces leaders soit véritablement possible. Le danger réside plutôt dans la possible alliance des forces sociales et politiques que ces leaders représentent, c'est-à-dire que les forces nationalistes et les intérêts privés s'allient autour d'un agenda commun. Cette alliance rendrait bien plus difficile toute alternative politique basée sur une authentique décentralisation et démocratisation de l'économie en mesure de fournir des moyens de subsistance décentes à des populations qui reprendraient le contrôle sur leur vie et leur avenir. Cela rendrait bien plus difficiles les luttes pour la dignité menées par les minorités, les migrants et les réfugiés. Une telle alliance serait effrayante, bien plus que de voir Trump, Modi et d'autres se rapprocher de temps à autre. Il est donc urgent que les forces révolutionnaires et progressistes, qu'elles soient issues des gauches traditionnelles, des mouvements gandhiens ou féministes, s'allient.

Alors que le Forum social mondial (FSM), qui devait incarner une telle alliance, est en difficulté, pensez-vous envisageable et nécessaire une nouvelle alliance internationale ?

Une des choses cruciales qui ne s'est pas produite dans les années passées est l'alliance entre les forces de résistance, qui étaient très présentes dans le FSM, avec les forces qui travaillent sur des alternatives concrètes. Je pense d'ailleurs que c'est un peu l'échec du FSM. Le slogan lui-même, “un autre monde est possible”, n'est pas représentatif des nombreux “autres mondes” qui se trouvent de fait un peu marginalisés par les mouvements anti-système, qui doivent par ailleurs se renforcer. Je propose de mettre sur pied ce qu'on pourrait appeler une “confluence mondiale sur les alternatives” qui soit en mesure de lier les groupes qui travaillent

sur les communs, l'économie solidaire, la démocratie, l'autonomie, l'agriculture durable, la transition énergétique, etc. Si nous sommes en mesure de les faire tenir ensemble, alors ces futures alliances seront un peu différentes de ce que nous avons fait dans le passé. Cela ne signifie pas que nous ne voulons pas de contestations, mais il faut les réengager dans un agenda de construction ; il faudra sans doute une génération ou deux pour mener à bien une telle perspective.

Revenons en Inde : quelle est la réaction dans la société et du côté des mouvements sociaux ?

D'un côté, de nombreuses organisations, notamment les plus grandes ONG, effrayées par le nouveau pouvoir, cessent de s'exprimer publiquement, de crainte d'être interdites. D'un autre côté, des organisations qui ne voyaient pas sur quel terrain commun agir commencent désormais à se rendre compte qu'elles ont des choses à faire ensemble. Au cours de ces deux dernières années, nous avons fait dialoguer l'ensemble de ces forces révolutionnaires progressistes pour voir comment conjuguer un agenda commun et résister à la répression du gouvernement. Le grand défi sera de pouvoir soutenir cette solidarité dans la durée afin de défaire les forces réactionnaires. Et il ne s'agit pas seulement de combattre un ennemi, mais aussi d'imaginer et de créer un nouveau monde dans lequel ces ennemis n'occupent pas une place prépondérante. C'est un défi gigantesque.

Pensez-vous que cela soit possible ?

C'est très difficile mais c'est absolument possible. Nous sommes impliqués dans ce que nous appelons "Sangam of sangams" qui pourrait être traduit par "confluence des confluences". Cet espace rassemble plusieurs dizaines de réseaux différents dans le pays, travaillant sur des conflits ethniques et religieux, les violences envers les femmes, les questions environnementales, des alternatives, l'éducation, la santé, etc. Le mois prochain, nous avons une très grande réunion pour justement définir comment agir ensemble à long terme. Nous avons fait le choix d'avancer lentement. Nous voulons également réunir ce que nous appelons les processus politiques non partisans, pour ne pas déléguer aux partis politiques cette responsabilité. Nous espérons que cela fonctionnera. Cela peut prendre du temps, peut-être une ou deux générations, mais je suis raisonnablement optimiste sur le fait que cela puisse marcher.

Propos recueillis par Maxime Combes

L'Age de la régression Pourquoi nous vivons un tournant historique

Ascension des partis nationalistes et xénophobes (Front National), repli sur soi (Brexit), ère de la post-vérité et de la démagogie (Trump), tendances autoritaristes (Hongrie, Pologne, Turquie), appels à la pureté nationale (Modi en Inde et Poutine en Russie). N'assistons-nous pas à un tournant historique, que l'on pourrait qualifier de grande régression ? Telle est la question à laquelle tentent de répondre, avec des approches différentes, quinze intellectuel.le.s, chercheurs et universitaires de renommée mondiale. Parmi lesquel.le.s, Arjun Appadurai, Nancy Fraser, Serge Latour, Paul Mason, Wolfgang Streeck...

Arjun Appadurai se demande si l'on n'assiste pas aujourd'hui à une "fatigue de la démocratie", c'est-à-dire à un rejet, à l'échelle mondiale, de la démocratie libérale et à son remplacement par une forme ou une autre d'autoritarisme populiste. Nancy Fraser explique qu'on ne peut pas accepter le choix entre le néolibéralisme progressiste (à la Macron) et le populisme réactionnaire (à la Le Pen). Bruno Latour analyse ce pourquoi l'Union européenne "refuge" est un mythe, en montrant que les élites ont décidé de se débarrasser du fardeau des solidarités. Paul Mason montre que le vote du Brexit résulte autant des dégâts du néolibéralisme que de l'échec du camp progressiste à proposer un imaginaire attractif aux citoyen.ne.s face à la bataille idéologique menée par la droite. Selon Wolfgang Streeck, nous serions rentrés dans une période à la durée incertaine d' "inter-règne", selon l'expression de Gramsci, en attente d'un nouveau cycle de l'histoire, après le démantèlement par Trump de l'appareil clintonien, le Brexit et les échecs respectifs de Hollande et de Renzi.

Publié en treize langues dans le monde entier, ce livre constitue une tentative stimulante et utile pour penser, à partir d'angles d'analyse très variés, un moment extrêmement déroutant de l'histoire contemporaine, dresser une sorte de portrait moral de nos sociétés actuelles, réfléchir aux scénarios possibles pour l'avenir, et débattre sur les stratégies susceptibles de contrecarrer cette grande régression.

Dominique Plihon

L'Age de la régression
Paris, éditions premier parallèle
avril 2017, 328 pages



Vers un retour des droites conservatrices en Amérique latine ?

Entretien avec Maristella Svampa, sociologue et écrivaine argentine, qui vient de publier un livre bilan sur les expériences de gauche en Amérique latine intitulé *Del cambio de época al fin de ciclo* (Edhasa, 2017)

Que devient "le virage à gauche en Amérique latine" ?

C'est ainsi que l'on avait nommé de manière enthousiaste le changement d'époque du début des années 2000 où plusieurs gouvernements progressistes sont arrivés au pouvoir. La victoire de la droite pro-business en Argentine en décembre 2015, la destitution scandaleuse de la présidente Dilma Rousseff au Brésil en 2016, la perte de majorité parlementaire du chavisme au Venezuela traduisent ce qui s'apparente à l'épuisement, ou, même, à une fin de cycle progressiste en Amérique latine.

Quels ont été les résultats de ces gouvernements progressistes ?

Si les différents gouvernements progressistes ont tous augmenté les dépenses sociales, réussissant à réduire la pauvreté et améliorer la situation des secteurs à faible revenu, ils n'ont pas touché les intérêts des secteurs les plus puissants. Les inégalités ont persisté, tout comme la concentration économique et l'accaparement des terres. Les gouvernements progressistes ont de fait conclu des pactes de gouvernance avec les forces capitalistes, au-delà des confrontations sectorielles qui ont pu marquer la période. Ils n'ont ainsi mené que de timides réformes du système fiscal, dans le cas où cela a été fait.

Le système productif a-t-il été transformé ?

Les politiques visant à extraire d'importantes ressources naturelles (mines, hydrocarbures, agro-business) pour les vendre sur les marchés internationaux, c'est-à-dire l'extractivisme, loin d'avoir permis la transformation du système productif, ont conduit à une primarisation accrue de l'économie. Exacerbée par l'arrivée d'un nouvel acteur, la Chine, dans le jeu régional, la dépendance des pays du continent aux exportations de ressources naturelles s'est aggravée. L'effondrement des cours a généré un déficit de la balance commerciale auquel les gouvernements progressistes ont répondu par un endettement supplémentaire et la multiplication des projets extractivistes.

Pouvez-vous préciser : sur quoi cela repose-t-il ?

L'envolée des prix des matières premières sur les marchés internationaux a donné une conjoncture économique favorable permettant une exportation massive, une rentabilité élevée et des avantages économiques comparatifs importants pour les secteurs concernés. Il en a découlé un nouveau développementiste. A partir de 2010, tous les gouvernements progressistes, sans exception, ont redoublé ce pari, par le biais de plans nationaux de développement qui ont ouvertement encouragé la multiplication des projets extractivistes et de monocultures.

Quelle réponse a été donnée aux conflits éco-territoriaux qui ont émergé ?

La recherche d'une croissance sans limite, et les multiples formes de marchandisation de la nature qui l'accompagnent, est un élément que les gouvernements progressistes partagent avec les gouvernements conservateurs et libéraux. De même, avec la stigmatisation de la contestation sociale. Optant pour un langage nationaliste visant à échapper aux problèmes socio-environnementaux, les gouvernements progressistes ont cherché à nier la question en parlant "d'écologisme enfantin" (Equateur) ou "d'environnementalisme colonial" (Bolivie), ou encore en indiquant que les ONG répondaient à des intérêts étrangers (Brésil). Il en résulte que l'expansion du front des droits (collectifs, territoriaux, environnementaux) entre en contradiction avec l'expansion du front d'exploitation des terres et des territoires, et cela met à mal les récits émancipateurs qui avaient levé de très fortes attentes en Bolivie ou en Equateur.

Quelles sont les perspectives pour les forces progressistes ?

La fin du cycle progressiste doit nous inciter à penser comment ces gouvernements ont contribué à faire perdurer des modèles de domination finalement assez traditionnels. S'ouvre ainsi un nouveau cycle, à la fois au niveau régional et international, encore plus imprévisible, mais où de multiples mobilisations sociales persistent, qui sont, assurément, le point de départ à partir duquel penser le post-progressisme qui vient.

Propos recueillis par Maxime Combes

(entretien complet : <https://france.attac.org/5495>)

Aux Philippines l'anti-système Duterte conforte les politiques néolibérales

L'élection en juin 2016 de Rodrigo Duterte à la présidence philippine incarne le délitement du discours et du symbolisme même de la révolution pacifique "EDSA" de 1986 (People power – pouvoir au peuple) qui avait permis le départ du dictateur Marcos après 20 ans de règne. Populiste, homme à poigne, appelé le "bourreau" de Davao (Philippines du sud) où il a été maire pendant plusieurs mandats, Rodrigo Duterte a mené campagne sur une promesse de "changement", s'appuyant sur la désillusion d'une grande partie de la population : les promesses économiques, politiques et socio-culturelles n'ont pas été remplies, et la justice sociale est restée introuvable.

L'arrivée au pouvoir de Duterte peut être considérée comme une manifestation populaire, en particulier celle des classes inférieures et marginalisées, nourrie de la frustration générée par trois décennies de démocratie libérale. En se présentant comme le candidat anti-EDSA, de "gauche", contre l'oligarchie et contre l'impérialisme de la capitale, Manille, Duterte a pu se distinguer des candidats traditionnels.

Duterte maintient en fait le statu quo en poursuivant l'agenda économique néolibéral du passé. Sa stratégie de politique macroéconomique met l'accent sur l'augmentation des accords de libre-échange, des investissements directs étrangers, des systèmes de partenariats public-privé et de grands projets d'infrastructure, ce qui augmentera le fardeau de la dette du pays. Il a récemment favorisé les intérêts de l'industrie minière en écartant du gouvernement une fervente défenseur de la cause anti-mines.

Malgré ce bilan peu réjouissant et une capacité à multiplier les insultes en public, Duterte conserve néanmoins une grande popularité, y compris désormais dans les classes supérieures et moyennes : sa guerre contre la drogue et le crime, qui aurait fait plus de 12 000 morts, est encore perçue comme la garante de la paix et de l'ordre. Une guerre qui pourtant s'accompagne d'une diabolisation des droits de l'Homme et de ses défenseurs, désormais vus comme des ennemis de l'Etat. Si la société civile est loin d'avoir abdiqué, reste à savoir si le peuple philippin est vraiment disposé à perdre certaines de ses libertés durement gagnées.

Mary Ann Manahan, *Focus on the Global South*

Analyse plus complète sur <https://france.attac.org/5496>

Etats-Unis Entre populisme réactionnaire et populisme progressif

Le populisme de Trump a convaincu suffisamment de personnes pour lui permettre de gagner l'élection. S'il est erroné d'affirmer que la classe moyenne blanche a voté pour lui uniquement parce qu'elle a souffert de décennies de néolibéralisme ou par ressentiment à l'égard des élites libérales, il est également faux de croire que seuls la xénophobie et le racisme, effectivement au cœur de sa campagne, lui ont permis de gagner. Les deux s'articulent, et c'est précisément pour cela que le populisme de droite est si dangereux.

Pour affaiblir Trump, nous devons desserrer son emprise sur le populisme. Nous devons choisir des combats qui construisent un populisme alternatif, des combats qui montrent que le populisme de Trump ne tient pas la route. Pour ne prendre qu'un seul exemple, nous pourrions exiger que ce soit Wall Street qui paie pour le projet de loi sur l'infrastructure ; ce serait une demande populaire que Trump ne pourrait pas endosser tout en ayant du mal à s'y opposer.

La bonne nouvelle c'est que l'élection de Trump a choqué l'Amérique. Le 9 novembre 2016, des millions d'Américains, endormis depuis plusieurs décennies, se sont brusquement réveillés au milieu d'un affreux cauchemar. Mais ils se sont réveillés ! Jamais l'organisateur politique de longue date que je suis n'avait connu pareil moment de mobilisation. Dans les semaines qui ont suivi l'élection, je ne pouvais sortir sans croiser des amis et connaissances qui me demandaient : "Que puis-je faire ? Comment puis-je m'impliquer ?". Mon téléphone sonnait constamment.

Suite au décret présidentiel interdisant l'entrée sur le territoire aux réfugiés.e.s, nous étions 2 000 personnes rassemblées sur la place principale de Lancaster, soit la plus grande manifestation depuis cinquante ans ! Et la situation était la même dans tout le pays. Le "guide des indivisibles" - un guide pratique sur comment résister à l'agenda de Trump (www.indivisibleguide.com) - a été téléchargé par plus de 500 000 personnes en un mois, et des milliers de groupes locaux se sont constitués. La Marche des femmes, qui a eu lieu le lendemain de l'investiture de Trump, a sans doute été la plus grande manifestation de rue de l'histoire des Etats-Unis. Une semaine plus tard, nous avons vu des foules débarquer spontanément dans les aéroports du pays pour bloquer la mise en œuvre du décret présidentiel sur le "muslim ban".

Ces premiers goûts de mobilisation populaire sous la présidence de Trump sont prometteurs. S'il y a de bonnes raisons d'être terrifiés par la situation actuelle, ces actes de résistance nous donnent espoir, avec raison. Et si nous parvenons à transformer l'indignation populaire en une force organisée massive, nous pousserons les démocrates à rejoindre ce mouvement. Et c'est déjà partiellement le cas : les démocrates se sont par exemple joints aux manifestations dans les aéroports. Cependant, pour saisir l'opportunité que nous offre ce moment si singulier, il est essentiel de ne pas perdre de vue la dénonciation des politiques pro-riches qui, sous prétexte de tirer la croissance économique, ont infligé des blessures inégalitaires profondes au corps social. Dans le cas contraire, le populisme de droite continuera à apparaître comme le seul moyen de renverser la table et nous ne serons même pas capables de battre Trump en 2020.

Pour limiter la casse que va produire la présidence de Trump, il nous faut embrasser un populisme progressif au cœur duquel se trouve l'exigence de justice économique et de justice raciale. L'enjeu est de libérer une force populiste massive capable de contenir la participation active et continue de millions d'Américains. Ce mouvement sera désordonné mais puissant. C'est exactement ce que requiert les dangers de la situation. La bonne nouvelle, c'est que ce mouvement est déjà en marche.
Jonathan Matthew Smucker

est un militant étatsunien très investi dans le mouvement *Occupy Wall Street* il est aujourd'hui directeur de l'association *Beyond the Choir*. Il est l'auteur de *Hegemony How-To: A Roadmap for Radicals* (2017, pas encore disponible en français). Il participera à l'Université d'été européenne des mouvements sociaux

Extrait d'un article publié en avril 2017 sur le site :
New Internationalist
<https://newint.org/features/2017/04/01/the-establishment-is-not-a-viable-candidate/>

[pour aller plus loin](#)
quelques publications :



Notre monde à changer !
Attac France et Civic City
éd. Lars Müller, 2017
en vente sur france.attac.org

**L'Impasse national-libérale,
globalisation et repli identitaire**
Jean-François Bayart
La Découverte, 2017

**Qui gouverne le monde ?
L'état du monde 2016**
La Découverte, 2016

quelques sites :
Espace Intercoll
<http://intercoll.net/>

Le monde vu d'en bas. Esquisse
de rapport pour le Conseil international
du Forum social mondial", déc. 2016 :
http://intercoll.net/IMG/pdf/le_monde_vu_d_en_bas_-_esquisse_de_rapport_au_ci_du_fsm.pdf

AVIS
vous pouvez commander
des exemplaires de ce dossier
par lots de 25 exemplaires
en envoyant un courriel à
materiel-militant@attac.org
(seuls les frais de port
seront à votre charge)

Attac
association pour la taxation
des transactions financières
et pour l'action citoyenne
est un mouvement
d'éducation populaire
tourné vers l'action.
Attac se mobilise
contre l'hégémonie
de la finance
et la marchandisation
du monde,
pour des alternatives
sociales, écologiques
et démocratiques

dossier coordonné par
Maxime Combes
et **Jeanne Planche**

ont contribué
Nikolaz Berthomeau,
Ashish Kothari, Mary Ann
Manahan, Dominique Plihon,
Jonathan Smucker,
Maristella Svampa
maquette
Stéphane Dupont
illustrations
Charlotte Planche
photographie couverture
Brice Le Gall
impression
Ça va print

Attac France
21 ter rue Voltaire
75011 Paris
01 56 06 43 60
attacfr@attac.org

